

L’Afrique et le monde face au covid-19 : point de vue d’un Africain

Par Macky Sall, Président de la République du Sénégal

Avec une population estimée à 1,3 milliard d’habitants, l’Afrique est atteinte par le COVID-19 au moment où plusieurs de ses pays, malgré les défis du sous-développement, sont sur une trajectoire d’émergence alors que d’autres continuent de faire face à la lutte contre le terrorisme. Le COVID-19 freine ainsi l’élan des uns, aggrave la situation des autres et remet en cause les efforts de tous. De plus, il soumettra à rude épreuve des systèmes nationaux de santé publique déjà vulnérables.

À l’échelle nationale, de nombreux pays ont adopté des plans de contingentement pour endiguer la propagation du virus.

Mais, le niveau d’impréparation dû à la survenance brutale de la pandémie, à son évolution rapide et à l’ampleur des besoins montre clairement les limites des mesures nationales.

S’y ajoutent les difficultés inhérentes à l’importation des équipements et des produits médicaux et pharmaceutiques nécessaires à la lutte contre le COVID-19, dans un contexte de forte demande et de perturbation du trafic aérien.

Si nous voulons gagner le combat contre le COVID-19, il nous faudra maintenir à niveau les capacités de riposte, notamment :

- disposer en quantité suffisante d’équipements et de matériels médicaux et de protection : kits de test, masques, équipements de protection individuelle ;
- aménager et équiper des centres d’isolement et de traitement des malades ;
- assurer la détection précoce des cas d’infection liée au COVID-19 au niveau de sites de référence ;
- assurer l’isolement rapide et la prise en charge des cas suspects et confirmés d’infection liée au COVID-19 ;
- renforcer les mesures de prévention et de contrôle de l’infection ;

- assurer une bonne coordination des interventions.

Il faut dire qu'en dépit des efforts jusque-là consentis, les pays africains n'ont pas encore atteint les normes préconisées par l'Organisation Mondiale de la Santé en infrastructures sanitaires et personnels qualifiés dont la répartition reste encore inégale au détriment des zones rurales.

De façon générale, les besoins de l'Afrique dans le secteur de la santé se posent en ces termes :

- construction, réhabilitation et équipement des structures sanitaires de base et de référence ;
- acquisition d'équipements lourds et de matériels roulants : générateurs d'oxygène, scanners, appareils d'angiographie, ambulances médicalisées, entre autres ;
- formation de ressources humaines en qualité et quantité suffisantes ;
- utilisation optimale des TIC dans le domaine médical (télémédecine et autres applications) ;
- mise en réseau des expertises nationales au sein et entre les pays ;
- création de plateformes régionales pour faciliter le déploiement d'opérations d'urgence, à l'instar de la plateforme de Dakar qui a servi de base aérienne et logistique lors de la crise d'Ebola qui a frappé certains pays de l'Afrique de l'Ouest.
- appui aux initiatives pour la Couverture maladie - *ou sanitaire* - universelle.

Pour en revenir au COVID-19, il faut rappeler que nous sommes en présence d'une pandémie, c'est-à-dire une épidémie à l'échelle mondiale. Les efforts jusque-là menés au quatre coins de la planète n'ont pas encore permis de découvrir tous les secrets de ce grand inconnu qui a fini de révéler au grand jour les limites de tous les systèmes nationaux, même les plus sophistiqués. Tous les pays, surpris et débordés, se sont retrouvés dans une sorte de *saute qui peut*, dévoilant au quotidien les lacunes des uns et des autres.

La première leçon à retenir de cette crise majeure, où l'infiniment petit fait trembler le monde entier, c'est que, devant des menaces transfrontalières, grands ou petits, riches ou pauvres, nous sommes tous vulnérables.

Deuxième leçon, le COVID-19 renvoie au monde ses propres contradictions. Nous vivons, en effet, une ère de paradoxes. La terre est assurément ronde, mais quelque chose, quelque part, ne tourne pas rond. L'homme continue de faire des progrès tous azimuts, reculant chaque jour les limites de la science et de la technologie, y compris dans la conquête de l'espace. Pendant ce temps, sur terre, il manque de masques, de kits de test, d'équipements de protection individuelle, de lits, de respirateurs ; autant de produits, matériels et équipements indispensables à la prise en charge des malades et à la protection des personnels de santé, véritables héros engagés au front d'une lutte risquée et potentiellement mortelle contre un ennemi invisible à l'œil nu. Il est donc temps de revenir sur terre !

Troisième leçon, enfin, et sans être exhaustif, la pandémie de COVID-19, tout comme, du reste, les périls de l'environnement et du terrorisme, confirme les limites objectives de l'État-Nation dans la réponse aux menaces transfrontalières.

Revenons sur terre et revenons à la sagesse des aînés, comme nous l'y invite notre compatriote Cheikh Hamidou Kane qui, dans son roman à succès, «L'aventure ambiguë», publié il y a 59 ans, énonçait, à la page 92, ce message prémonitoire : *«Nous n'avons pas eu le même passé... mais nous aurons le même avenir, rigoureusement... l'heure des destinées singulières est révolue... nul ne peut vivre de la seule préservation de soi.»*

C'est dire que quels que soient sa puissance et ses moyens, l'État-Nation ne peut plus se suffire à lui-même. Devant les défis planétaires, nous avons tous besoin les uns des autres, surtout quand nos vulnérabilités communes s'ajoutent à nos fragilités individuelles.

Alors, il est temps d'apprendre de nos erreurs et de nos limites, de redéfinir l'ordre des priorités, de redonner plein sens à l'économie réelle en investissant plus dans l'agriculture, l'énergie durable, les infrastructures, la santé, l'éducation et la formation, pour réaliser un développement soucieux du bien-être de *l'homme intégral*.

Il est temps de travailler ensemble à l'avènement d'un nouvel ordre mondial qui met l'humain et l'humanité au cœur des relations internationales.

Il est temps de considérer les questions de santé publique au même titre que la paix, la sécurité, l'environnement, la lutte contre le terrorisme et autres criminalités transfrontalières.

Ce nouvel ordre mondial, que j'appelle de mes vœux, suppose une confiance mutuelle et une volonté sincère de coopérer autour de questions d'intérêt commun et de valeurs partagées, dans le respect de nos différences et de nos diversités.

Il postule surtout un nouvel état d'esprit qui reconnaît que toutes les cultures et toutes les civilisations sont d'égale dignité ; et qu'il ne saurait y avoir de centre civilisationnel supérieur qui dicterait aux autres la façon d'être et d'agir. Comme le dit une sagesse africaine, *l'arc-en-ciel doit sa beauté aux tons variés de ses couleurs*.

Ramené aux questions planétaires de santé publique, ce nouvel ordre mondial devra exclure toute forme de discrimination, de stigmatisation et de préjugés, en particulier envers notre continent.

L'Afrique, berceau de l'humanité et terre de vieille civilisation, n'est pas un *no man's land*. Elle ne saurait, non plus, s'offrir comme terre de cobayes. Exit également les scénarios catastrophistes qui s'évertuent à dessiner un futur d'apocalypse pour le continent. Ce continent a subi des épreuves autrement plus périlleuses et plus cruelles.

Il est resté résilient et tient plus que jamais debout !

Ce qui importe aujourd'hui, c'est plutôt de tirer les leçons de la crise et mettre en commun nos moyens et nos intelligences pour faire face, dans un même élan de solidarité humaine, à notre ennemi commun : un tueur silencieux qui se joue des frontières, des idéologies et des différences entre pays développés et en développement.

En dépit de son retard, l'Afrique regorge de ressources humaines de qualité, y compris d'éminents experts, praticiens et chercheurs compétents, qui contribuent au quotidien au progrès de la médecine.

Avec la mise en place du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies, qui travaille en relation avec des structures nationales correspondantes et des laboratoires qualifiés comme l'Institut Pasteur de Dakar dont les origines remontent à 1896, le continent dispose d'un réseau scientifique de qualité et connecté au dispositif mondial d'alerte et de gestion de crises sanitaires internationales.

Il faut saluer aussi le leadership de l'Organisation Mondiale de la Santé. Elle réussirait mieux sa mission avec une mobilisation plus conséquente de ressources en sa faveur, un meilleur soutien à son Système d'Alerte et d'Action et un appui plus significatif aux systèmes nationaux de santé publique.

Sur le plan économique, les effets paralysants du COVID-19 se font déjà lourdement sentir au plan mondial. L'Afrique, essentiellement exportatrice de matières premières et importatrice de produits finis et semi-finis, n'est pas en reste.

Les pays développés les plus touchés, à ce jour, par la pandémie achètent pour 51 % des exportations du continent. Les pays membres de l'Union Européenne, à eux seuls, absorbent près de 40 % des exportations africaines.

La baisse des exportations africaines vers ces pays affecterait principalement les hydrocarbures (pétrole et gaz), le cuivre et les produits agricoles.

Pour les importations, outre les produits industriels finis et semi-finis, l'Afrique s'approvisionne à l'étranger en produits de grande consommation comme le blé, le sucre, le riz, l'huile, le lait, etc.

Toute pénurie ou hausse des prix sur ces produits affecterait donc le continent.

En raison des mesures de contingentement liées à la fermeture des frontières aériennes, terrestres et maritimes, les secteurs des transports, du tourisme et de l'hôtellerie sont fortement impactés par le Covid-19. La Commission Économique Africaine évalue ces pertes à 56 milliards de dollars US.

De même, les transferts financiers des migrants connaissent un effondrement drastique.

C'est dire que si l'impact de la crise est mondial, les économies les plus faibles sont les plus affectées. En plus des besoins énormes d'investissement pour le développement, il faudra supporter le choc du COVID-19 et pour certains pays africains, continuer à faire face à une lutte sans répit contre le terrorisme.

D'après les premières estimations de la Commission économique pour l'Afrique, le continent pourrait perdre au moins 1,4 % de croissance (soit 29 milliards de dollars US) et passerait de 3,2 % à environ 1,8 %. Selon nos propres évaluations, celle du Sénégal chutera de 6,8 % à moins de 3 %.

À travers le monde, chaque pays, suivant ses capacités, prend des mesures de soutien à son économie. Différents instruments et mécanismes ont été mis à contribution. À titre

d'exemple, l'Union Européenne a suspendu la règle de discipline budgétaire selon laquelle le déficit annuel ne doit pas excéder 3 % du PIB.

Les pays africains se mobilisent également face à la crise. Ainsi, le Sénégal a mis en place un Programme de Résilience Économique et Sociale (PRES), d'un coût global de 1000 milliards de FCFA, soit environ 2 milliards de dollars US, en vue de lutter contre la pandémie et soutenir les ménages, les entreprises et la diaspora.

Nous avons créé un Fonds de Riposte contre les Effets du COVID-19, *FORCE-COVID-19*, financé par l'État et des donations volontaires, pour couvrir les dépenses liées à la mise en œuvre du PRES.

À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. La responsabilité première de faire face à la crise nous revient. Nous l'assumons pleinement. Il est tout aussi juste et légitime que nos efforts internes soient soutenus dans le contexte mondial de riposte à la crise. L'Afrique ne doit pas être laissée pour compte dans un combat planétaire contre un péril planétaire. C'est tout le sens de mon appel pour l'annulation de la dette publique africaine et le réaménagement de sa dette privée selon des mécanismes à convenir.

Je me réjouis, enfin, de la position africaine commune adoptée à l'issue de la réunion en visioconférence, du bureau du Sommet de l'Union Africaine élargi à l'Éthiopie, au Sénégal et au Rwanda, le 3 avril 2020.

Ensemble, restons unis et mobilisés, debout et combatifs face au COVID-19 !

Macky SALL,

Président de la République du Sénégal

Africa and the World in the face of COVID-19: The Perspective of an African

By Macky Sall, President of the Republic of Senegal

With an estimated population of 1.3 billion, Africa is affected by COVID-19 at a time when several of its countries, despite the challenges of underdevelopment, are on a path to emergence, while others continue to grapple with terrorism. COVID-19 is thus eroding the momentum of some, aggravating the situation of others and undermining the efforts of each and everyone. In addition, it will put a strain on already vulnerable national public health systems.

At the national level, many countries have already adopted contingency plans to contain the spread of the virus.

However, the level of unpreparedness due to the sudden onset of the pandemic, its rapid evolution, and the enormous needs to be addressed, is a clear indication that national measures remain inadequate.

Added to this are challenges of importing the equipment, medical products and pharmaceuticals needed to combat COVID-19, in a context of high demand and disruption of air traffic.

If we are to win the fight against COVID-19, however, it will be necessary to maintain response capacities, including:

- Having adequate supplies of medical and protective equipment and materials: test kits, masks, personal protective equipment;
- Setting up and equipping quarantine and treatment centres for patients;
- Ensuring early detection of COVID-19 cases at referral sites;
- Ensuring rapid quarantine and management of suspected and confirmed of COVID-19 cases;
- Strengthening infection prevention and control measures;
- Ensuring proper coordination of interventions.

Despite the efforts spent so far, African countries are yet to reach the standards recommended by the World Health Organization in terms of health facilities and qualified personnel, which are still very unevenly distributed, to the disadvantage of rural areas.

In general terms, Africa's needs in the health sector are as follows:

- Construction, rehabilitation and equipment of basic and referral health facilities;

- Acquisition of heavy equipment and rolling stock: oxygen generators, scanners, angiography devices, medical ambulances among others;
- Training of human resources in sufficient quality and quantity;
- Optimal use of ICTs in the medical field (telemedicine and other applications);
- Pooling national expertise within and between countries ;
- Establishment of regional platforms to facilitate the deployment of emergency operations, as in the case of the Dakar platform which served as an air and logistics base during the Ebola crisis that hit some West African countries.
- Support to universal health coverage initiatives.

Returning to COVID-19, it should be remembered that we are confronted with a pandemic, i.e. a worldwide epidemic. Efforts made so far in the four corners of the world have not yet revealed all the secrets of this great unknown, which has exposed the limits of all national systems, even the most sophisticated ones. All countries, taken by surprise and overwhelmed, found themselves in a kind of rescue that can situation, revealing the shortcomings of each other on a daily basis.

The first lesson to be learned from this major crisis, where the infinitely small shakes the whole world, is that in the face of cross-border threats, big or small, rich or poor, we are all vulnerable.

The second lesson is that COVID-19 reminds the world of its own contradictions. We are indeed living in an era of paradoxes. The earth is certainly round, but something, somewhere, is not right. Mankind is constantly making progress in all directions, pushing back the limits of science and technology every day, including the conquest of space. Meanwhile, on earth, there is a shortage of masks, test kits, personal protective equipment, beds, ventilators; so many products, materials and equipment which are crucial for the treatment of patients and protection of health workers, true heroes engaged in a risky and potentially fatal struggle against an enemy invisible to the naked eye. It is therefore time to come back down to earth!

And thirdly, without being exhaustive, the COVID-19 pandemic, just like the threats to the environment and the scourge of terrorism, confirms the objective limits of the nation-state in responding to cross-border threats.

Let us come down to earth and return to the wisdom of the elders, as invited by our compatriot Cheikh Hamidou Kane, who, in his best-selling novel *L'Aventure Ambiguë*, published 59 years ago, delivered this premonitory message: "*We did not have the same past ... but we will have the same future, strictly speaking ... the time*

of singular destinies is over ... no one can live on self-preservation alone ». (L'Aventure Ambiguë, page 92).

This means that any nation-state, whatever its power and means, can no longer be self-sufficient. In the face of global challenges, we all need one another, especially when our common vulnerabilities are added to our individual frailties.

So the time has come to learn from our mistakes and our limitations, to redefine the order of priorities, to give full meaning to the real economy, by investing more in agriculture, sustainable energy, infrastructure, health, education and training, in order to achieve a development that cares for the well-being of the *whole humanity*.

The time has come to work together so as to bring about a world order that puts human beings and humanity at the centre of international relations.

The time has come to consider public health issues on an equal footing with peace, security, the environment and the fight against terrorism, and other cross-border crimes.

The new world order that I am calling for requires mutual trust and a sincere willingness to cooperate on issues of common interest and shared values, while respecting our differences and diversities.

Above all, it demands a new mind-set that recognizes that all cultures, all civilizations, are of equal dignity; and that there can be no superior civilizational centre that dictates to others how to behave and how to act. As a wise old African saying has it: « *the rainbow owes its beauty to the varied shades of its colours* ».

With respect to global public health issues, this new world order will have to exclude all forms of discrimination, stigmatization and prejudice, especially towards our continent.

Africa, as the cradle of humanity and a land of old civilization, is not a no-man's land. Nor can it offer itself as a land of guinea pigs. Out are also the doom scenarios that try to draw an apocalyptic future for the continent. This continent has undergone far more perilous and crueller trials. It has remained resilient and is standing stronger than ever!

What is important today is rather to learn the lessons of the crisis and to pool our resources and our intelligence in order to confront, in the same spirit of human solidarity, our common enemy: a silent killer which scoffs at borders, ideologies and differences between developed and developing countries.

Though lagging in development, Africa abounds in quality human resources, including eminent experts, practitioners and competent researchers, who contribute daily to the progress of medicine.

With the establishment of the Africa Centres for Disease Control and Prevention, which works in conjunction with relevant national agencies and qualified

laboratories such as Institut Pasteur in Dakar, whose origins date back to 1896, the continent has a qualified scientific network connected to the global alert and management mechanism for international health crises.

The leadership of the World Health Organization is also to be commended. It would be more effective in fulfilling its mission with a increased mobilization of resources in its favour, better support for its Global Alert and Response System, and greater support for national public health systems.

At the economical level, the crippling effects of COVID-19 are already having a significant impact on the global economy. Africa, a major exporter of raw materials and importer of finished and semi-finished products, has not been not spared.

The developed countries most affected to date by the pandemic purchase 51% of the continent's exports. European Union member countries alone absorb nearly 40% of Africa's exports.

The drop in African exports to these countries would affect mainly hydrocarbons (oil and gas), copper and agricultural products.

Regarding imports, in addition to finished and semi-finished manufactured goods, Africa also imports consumer products such as wheat, sugar, rice, cooking oil, milk, etc.

Any shortage or price increase in such products would therefore affect the continent.

Lockdown measures adopted due to COVID-19 with the closing of air, land and sea borders, will greatly impact the transport and tourism sectors. The United Nations Economic Commission for Africa (UNECA) has estimated these losses at US\$56 billion.

Similarly, migrant remittances are declining sharply.

This means that while the impact of the crisis is global, the weakest economies are the hardest hit. In addition to the enormous investment needs for development, we will have to bear the shock of COVID-19, while some African countries will continue to face an added relentless fight against terrorism.

Ultimately, according to UNECA's initial estimates, the continent could lose no less than 1.4% of its GDP growth, i.e. US\$29 billion, declining from 3.2% to about 1.8%. According to our own estimates, Senegal's GDP will fall from 6.8% to less than 3%.

Throughout the world, every country, depending to its capacities, is taking measures aimed at supporting its economy. Various instruments and mechanisms have been used, in this regard. For example, the European Union has suspended the rule of

budgetary discipline according to which the annual deficit should not exceed 3% of GDP.

African countries have also been active in the face of the crisis. Thus, Senegal has adopted an Economic and Social Resilience Programme (PRES), with a total cost of CFAF 1 trillion, or about US\$2 billion, with a view to combating the pandemic, as well as supporting households, businesses and the Diaspora.

We have set up a Response Fund against the Effects of COVID-19, *FORCE-COVID-19*, financed by the State and voluntary donations, to cover expenses related to the implementation of the PRES.

Exceptional situations call for exceptional measures. The primary responsibility for dealing with the crisis lies with us. We assume it fully.

It is equally fair and legitimate that our domestic efforts be supported in the global context of responding to the crisis. Africa must not be left behind in a global fight against a global peril. That is the whole thrust of my call for the cancellation of Africa's public debt and the restructuring of its private debt based on mechanisms to be agreed upon.

Finally, I welcome the common African position adopted at the end of the teleconference meeting of the AU Bureau of Heads of State and Government extended to Ethiopia, Senegal and Rwanda, on 3 April 2020.

Together, let's stay united and mobilized, upright and combative in the face of COVID-19!

Macky Sall,
President of the Republic of Senegal